



CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**  
**N°8-2018**

\*\*\*\*\*

**Maintenance des ascenseurs**

<b><u>SOMMAIRE</u></b>
------------------------

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2 : DETERMINATION DES PRIX.....	4
ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	6
ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L’ACHETEUR PUBLIC .....	7
ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 6 : PENALITES .....	8
ARTICLE 7 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (R.G.P.D.).....	8
ARTICLE 8 : RESILIATION.....	8
ARTICLE 9 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	10

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1-1 : OBJET DU MARCHE**

**Le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille de Chamalières** représenté par Monsieur LAMAISON – Directeur, procède à un marché qui porte sur la maintenance des ascenseurs du CDEF conformément à la législation en vigueur.

### **ARTICLE 1-2 : PROCEDURE DE PASSATION**

La présente consultation est un marché à procédure adaptée.

Il s'agit d'un marché de prestation de service.

### **ARTICLE 1-3 : DUREE DU MARCHE**

#### **LOT 1 – ASCENSEURS FOYERS ET MAISON PARENTALE**

**Le marché débutera à sa notification et s'achèvera le 31 décembre 2020. Le marché est reconductible quatre fois par tacite reconduction (article 16, II, al. 2. du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics).** La non-reconduction du contrat pourra intervenir sur décision expresse du CDEF deux mois avant son échéance.

Reconduction n°1 : du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021

Reconduction n°2 : du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022

Reconduction n°3 : du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023

Reconduction n°4 : du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024

#### **LOT 2 – ASCENSEURS ADMINISTRATION – POUPONNIERE**

##### **Ascenseur administration**

**Le marché débutera à sa notification et s'achèvera le 31 décembre 2020. Le marché est reconductible quatre fois par tacite reconduction (article 16, II, al. 2. du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics).** La non-reconduction du contrat pourra intervenir sur décision expresse du CDEF deux mois avant son échéance.

Reconduction n°1 : du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021

Reconduction n°2 : du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022

Reconduction n°3 : du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023

Reconduction n°4 : du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024

##### **Ascenseur Pouponnière**

**Le marché débutera le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et s'achèvera le 31 décembre 2021. Le marché est reconductible trois fois par tacite reconduction (article 16, II, al. 2. du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics).** La non-reconduction du contrat pourra intervenir sur décision expresse du CDEF deux mois avant son échéance.

Reconduction n°1 : du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022

Reconduction n°2 : du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023

Reconduction n°3 : du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024

**ARTICLE 1-4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHE (par ordre de priorité)**

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes (bordereau de prix et délais proposés, contrat étendu),
- Le cahier des clauses administratives particulières,
- Le cahier des clauses techniques particulières,
- Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS),
- Les éventuels avenants au marché et actes de sous-traitance,
- Le mémoire technique du titulaire

**ARTICLE 2 : DETERMINATION DES PRIX**

**ARTICLE 2-1 : DISPOSITIONS GENERALES**

**LOT 1 – ASCENSEURS FOYERS ET MAISON PARENTALE**

Les prestations de maintenance de type « CONTRAT MINIMAL » seront réglées à prix global et forfaitaire.

Ces prix regroupent l'ensemble des prestations indiquées dans le CCTP.

**LOT 2 – ASCENSEURS ADMINISTRATION – POUPONNIERE**

**Ascenseur administration**

Les prestations de maintenance de type « CONTRAT MINIMAL » seront réglées à prix global et forfaitaire.

Ces prix regroupent l'ensemble des prestations indiquées dans le CCTP.

**Ascenseur pouponnière**

Les prestations de maintenance de type « CONTRAT ETENDU » seront réglées à prix global et forfaitaire.

Ces prix regroupent l'ensemble des prestations indiquées dans le CCTP.

**ARTICLE 2-2 : DETERMINATION ET REVISION DES PRIX**

- Les prix sont établis H.T. et T.T.C.
- La périodicité de la révision : La révision des prix intervient au moment de la reconduction du marché.
- Le mois (mois zéro) d'établissement des prix du marché est le mois correspondant à la date du dépôt de l'offre du candidat sur la plateforme.
  - Formule de révision des prix et indice de référence :

$$P = P_o [0,15 + 0,70 (ICHT-IME1/ICHT-IME_o) + 0,15 (FSD2/FSD2_o)]$$

- P = prix révisé

- Po = prix de l'offre initiale
- ICHT-IMEo = indice du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques du mois zéro
- ICHT-IME1 = indice du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques – dernier indice connu à la date de révision des prix.
- FSD2o = indice frais et services divers du mois zéro.
- FSD2 = indice frais et services divers – dernier indice connu à la date de révision des prix.

○ Clause butoir :

Le prix du marché ne pourra augmenter au-delà de 5 % lors des révisions de prix. En cas de dépassement, il serait fait application de cette clause sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix du marché.

○ Clause de sauvegarde :

Dans le cas où l'application de cette révision conduirait à une variation en hausse du prix unitaire de base supérieure à 3 %, le Centre de l'Enfance et de la Famille aura la possibilité de résilier le marché, sans indemnité, dans le cadre de cette clause. Si le CDEF décide de déclencher la clause de sauvegarde, un préavis de trois mois devra être respecté. Les prix pratiqués pendant la période de préavis seront les anciens prix avant application de la révision.

#### ARTICLE 2-3 : MODE DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues interviendra par mandat administratif à charge par **le prestataire de produire une facture en 1 exemplaire**. Le règlement sera effectué par Monsieur le Payeur Départemental, comptable de l'Etablissement.

Les factures afférentes au paiement doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence du marché
- Le nom et l'adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal
- Le détail de prestations effectuées
- Le montant H.T. des prestations
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total des prestations réalisées TTC
- La date

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, après certification du service fait. Conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 – titre IV et au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 modifié par l'article 183 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le mode de règlement est le mandat administratif avec mise en paiement sous trente (30) jours, à compter de la date de réception de la facture par la personne publique.

#### ARTICLE 2-4 : PERIODICITE DE LA FACTURATION

**La redevance sera payée trimestriellement par le pouvoir adjudicateur.**

#### ARTICLE 2-5 : TVA

Le taux de TVA à appliquer est de **7 % à l'exception de l'ascenseur du service administratif qui fera l'objet d'un taux de TVA à 20 %.**

#### ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire a une obligation de résultat et de conseils vis-à-vis du CDEF. Le titulaire devra assurer la surveillance, le réglage, le contrôle, la maintenance préventive et les réparations et/ou remplacement des pièces défectueuses (maintenance corrective) et les interventions et dépannages conformément au CCTP.

##### ARTICLE 3-1 : MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

Le titulaire doit disposer du personnel et des moyens matériels nécessaires pour effectuer l'ensemble des prestations proposées en toute sécurité.

Le titulaire devra disposer d'une permanence téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours /7.

Dans le cadre des interventions de maintenance, le titulaire devra interdire l'accès aux ascenseurs.

Il désignera un responsable sur le site qui sera l'interlocuteur du CDEF.

##### ARTICLE 3-2 : CONTRÔLE DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 23 du CCAG FCS, le CDEF mettra en œuvre des vérifications quantitatives et qualitatives, réalisées par rapport aux spécifications du CCTP et du mémoire technique du prestataire intégrant le descriptif des maintenances des installations. Elles seront effectuées par la responsable du service technique ou son représentant. Si la qualité et/ou la quantité de la prestation n'est pas conforme aux spécifications du marché, le titulaire devra intervenir de nouveau afin d'achever sa prestation dans un délai d'une semaine maximum sans supplément de coût pour le CDEF.

##### ARTICLE 3-3 : REPARATIONS ET DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du CDEF par le titulaire du marché, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

##### ARTICLE 3-4 : ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9-2 du CCAG FCS, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie dans un délai de 10 jours conformément aux dispositions indiquées dans le règlement de consultation.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### ARTICLE 3-5 : SECURITE

Le titulaire du marché doit communiquer au personnel placé sous son autorité les consignes de sécurité des bâtiments composant le CDEF.

Le titulaire doit informer le CDEF sans délai de toute anomalie importante pouvant entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

Le titulaire devra effectuer l'ensemble de la maintenance conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### ARTICLE 3-6 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

## ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR PUBLIC

### ARTICLE 4-1 : LE CDEF S'ENGAGE A UTILISER ET SURVEILLER SES INSTALLATIONS ET CELA CONFORMEMENT

- Aux normes et règles en vigueur,
- Aux prescriptions, notices et documentations préconisées par le constructeur des installations.

### ARTICLE 4-2 : MISE A DISPOSITION DES LOCAUX

Le CDEF assure la mise à disposition des locaux au titulaire pour la bonne réalisation de la prestation,

Le CDEF remettra, si nécessaire, au titulaire les plans et autres documents nécessaires à la mise en œuvre de la prestation de travaux.

### ARTICLE 4-3 : SECURITE / HYGIENE

Le CDEF s'engage à fournir une installation électrique conforme (puissance 400 V, câble et raccordement à la terre conforme aux normes en vigueur et notamment à la norme NFC15-100).

Le CDEF prendra en charge les consommations d'eau et d'électricité nécessaire pour la réalisation des prestations.

## ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations demandées dans le cadre du présent CCAP à condition d'avoir préalablement eu l'accord du pouvoir adjudicateur de chaque sous-traitant.

Le ou les sous-traitant(s) doit (doivent) être agréé(s) pour réaliser les prestations demandées.

Le ou les sous-traitant(s) doit (doivent) accepter le mode de paiement du pouvoir adjudicateur et les modalités de variation des prix spécifiés à l'article 2-2 du présent CCAP.

Conformément à l'article 133 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 62 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, le candidat doit fournir au CDEF une déclaration mentionnant :

VISA CDEF

VISA TITULAIRE

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ou les modalités de variation de prix
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant,
- La déclaration sur l'honneur du sous-traitant attestant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de soumissionner.

## **ARTICLE 6 : PENALITES**

### **ARTICLE 6-1 : PENALITES DE RETARD**

*Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS et conformément aux délais indiqués dans le CCTP, les pénalités appliquées par le CDEF sont les suivantes :*

#### *-Maintenance préventive :*

En cas de non-respect de la périodicité des visites préventives, le titulaire encourt une pénalité de 75 € HT par jour de retard par rapport à la date initiale de visite.

#### *-Maintenance corrective (intervention / dépannage / réparation) :*

En cas de non-respect des délais d'intervention de maintenance corrective, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par jour de retard par rapport à la date initiale d'intervention.

#### *-Désincarcération d'un usager en cabine :*

Toute intervention de désincarcération dans un délai supérieur à 1 heure à compter de l'appel téléphonique ayant demandé l'intervention est sanctionnée d'une pénalité de 50 € HT par tranche d'une demi-heure de retard.

#### *-Transmission des diagnostics de panne et de tout autre document :*

Tout retard dans la transmission des diagnostics et autres documents est sanctionné d'une pénalité de 50 € HT par jour de retard. Les délais de transmission des divers documents seront indiqués par le CDEF en cours de marché.

### **ARTICLE 6-2: AUTRES PENALITES**

Si le titulaire du marché ne respecte pas les obligations de l'article L-8222-6 du code du travail en ayant recours au travail dissimulé conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, il sera contraint de verser des pénalités au pouvoir adjudicateur correspondant à 10 % du montant total du marché hors TVA.

## **ARTICLE 7 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (R.G.P.D.)**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 mise en application à compter du 25 mai 2018.

## **ARTICLE 8 : RESILIATION**

### **ARTICLE 8-1 : RESILIATION DU MARCHE**



Le marché pourra être résilié à l'initiative du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (personne publique), à tout moment, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Une mise en demeure sera préalablement notifiée au titulaire à l'exception des cas prévus aux c, e, g et h de l'article 8-1-4 et sera assortie d'un délai. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la poursuite des prestations peut être ordonnée aux frais et risques du titulaire ou la résiliation pourra s'appliquer.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront alors prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entreprise titulaire du marché résilié.

#### Motifs de résiliation :

##### ARTICLE 8-1-1 : DIFFICULTE D'EXECUTION DU MARCHE

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le CDEF peut résilier le marché, de sa propre initiative sans versement d'indemnités au titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le CDEF résilie le marché.

##### ARTICLE 8-1-2 : RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

##### Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché en cas de :

- décès ou incapacité civile du titulaire ;
- redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ;
- incapacité physique du titulaire

##### ARTICLE 8-1-3 : RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

##### Le pouvoir adjudicateur peut résilier, de sa propre initiative, le marché si :

- le titulaire rencontre en cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché ;
- le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché
- l'application de la clause de sauvegarde (cf. article 3-2).

##### ARTICLE 8-1-4 : RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

##### Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations (non-respect des clauses des documents contractuels du marché) ;
- c- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- d- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations conformément aux dispositions du marché ;
- e- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- f- Le titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- g- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- h- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de son offre ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

##### ARTICLE 8-2 : LITIGE

Les dispositions spécifiées à l'article 37 du CCAG marchés publics de fournitures courantes et services s'appliquent au présent marché.

**ARTICLE 9 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les articles du CCAP listés ci-dessous, dérogent aux articles du CCAG marchés publics de fournitures courantes et de services :

L'article 3-2 du CCAP déroge à l'article 23 du CCAG FCS

L'article 3-4 du CCAP déroge à l'article 9-2 du CCAG FCS

L'article 6 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS

L'article 8-1 du CCAP déroge à l'article 31 à 33 du CCAG FCS

Chamalières, le .....	Fait à .....Le,.....
M. J-M. LAMAISSON Directeur	MENTION « Lu et approuvé »  Le Fournisseur (cachet et signature)